

Un psychologue canadien condamné pour des commentaires « non professionnels » sur des réseaux sociaux



Liberté d'expression : le psychologue controversé Jordan Peterson perd son pari

[Source : ici.radio-canada.ca (média officiel du Canada([1] CBC/Radio-Canada est le diffuseur public national du Canada))]

Par Jean-Philippe Nadeau

[Extraits]

Le psychologue clinicien devra se soumettre aux sanctions de son ordre professionnel au sujet de commentaires jugés inappropriés sur les médias sociaux.

La Cour divisionnaire de l'Ontario déboute le psychologue Jordan Peterson, qui contestait la décision de son ordre de le sanctionner au sujet de ses commentaires sur les réseaux sociaux et sur un balado. Son ordre professionnel l'avait obligé à suivre une formation de mentorat sur les façons de s'exprimer dans la sphère publique.

(...)

À l'issue d'une enquête menée l'année dernière, son ordre l'a sanctionné pour des propos sur les réseaux sociaux qu'il avait qualifiés de « dénigrants » et de « non professionnels » à cause du langage qu'il avait notamment utilisé et lui a ordonné de suivre une formation.

Plusieurs plaintes avaient été déposées à son sujet devant son ordre professionnel entre janvier et juin 2022 par différentes personnes qui ne faisaient pas partie de celles qu'il avait traitées.

(...)

M. Peterson est membre de l'Ordre des psychologues de l'Ontario depuis 1999, mais il ne pratique plus depuis 2017.

(...)

Il continue toutefois de se présenter en ligne et en public comme psychologue clinicien.

Des commentaires controversés

En janvier 2022, le professeur retraité a par exemple déclaré à un abonné sur Twitter qui exprimait ses inquiétudes au sujet de la surpopulation sur la planète qu'[il] était libre de quitter le monde à n'importe quel moment, sous-entendant ainsi qu'il se suicide.

En février 2019, il s'en est pris à Catherine McKenney, ex-membre du conseil municipal d'Ottawa, qui préfère utiliser le pronom « iel » dans ses communications, en qualifiant son approche de « bien-pensance moralisatrice épouvantable ».

En mai 2022, il s'était moqué d'un mannequin de taille forte en bikini sur la page frontispice du magazine *Sports Illustrated*, écrivant : « Désolé, pas pour moi. Aucun autoritarisme intolérant ne changera cela ».

Il s'en était en outre pris à l'acteur transgenre Elliot Page, qui se disait fier qu'une personne transgenre obtienne un rôle à la télévision. « Vous souvenez-vous lorsque l'orgueil était un péché? Eh bien, Ellen Page a subi l'ablation de ses seins par un médecin criminel », avait-il écrit sur Twitter [X, NDLR].

(...)

Rejet de la révision judiciaire

Dans sa décision, la Cour divisionnaire de l'Ontario rappelle que le Code prescrit aux psychologues de ne pas s'engager publiquement dans des conversations dégradantes sur autrui, y compris des blagues humiliantes basées sur des caractéristiques comme la culture, la nationalité, l'origine ethnique, la couleur, la race, la religion, le sexe, le genre ou l'orientation sexuelle.

Elle affirme que le comportement du psychologue présentait bien un risque modéré de nuire au public.

(...)

Le Dr Peterson a confirmé mercredi soir à CBC qu'il comptait interjeter appel de la décision.

La Cour divisionnaire lui ordonne entre-temps de payer 25 000 \$ en honoraires d'avocats à verser à son ordre professionnel.

Liberté d'expression : le psychologue controversé Jordan Peterson perd son pari

[Source : libre-media.com (média alternatif)]

Par Francis Denis

Le psychologue clinicien devra se soumettre aux sanctions de son ordre professionnel au sujet de commentaires jugés inappropriés sur les médias sociaux.

Jour sombre pour la liberté d'expression au Canada. Le plus haut tribunal de l'Ontario a statué aujourd'hui qu'il appuyait la décision de l'Ordre des psychologues de l'Ontario de soumettre Jordan B. Peterson à une « rééducation médiatique ».

Ces dernières années, le débat sur la liberté d'expression, le politiquement correct et l'éthique professionnelle a atteint un point tournant au Canada. Les mesures liberticides de la crise sanitaire et une série de lois controversées du gouvernement Trudeau attirent de plus en plus l'attention aux niveaux national et international, d'où l'intérêt suscité par... [Article payant, NDLR]